



Assemblée générale

Distr. générale
2 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 20 de l'ordre du jour
Développement durable

Énergie durable pour tous

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport des Coprésidents de son Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous.



Rapport des Coprésidents du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous

Table des matières

	<i>Page</i>
Message des Coprésidents du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous	3
I. Initiatives et partenariats	6
II. Suivi et présentation de rapports	18
III. Communication	20
IV. Communications	31
V. Remerciements	35

Message des Coprésidents du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous

À l'heure où nous quittons nos fonctions de coprésidents de notre Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous, nous éprouvons une fierté mêlée de gratitude : fierté, car nous avons pu faire avancer une question d'importance vitale; et gratitude pour votre soutien constant et visionnaire et pour les contributions généreuses de tous ceux qui ont fait partie du Groupe ou l'ont soutenu¹. L'initiative Énergie durable pour tous, que vous avez lancée en septembre 2011, est dorénavant en mesure d'agir aussi bien pour lutter contre la pauvreté énergétique que pour accélérer l'adoption de l'efficacité énergétique et de l'énergie durable dans le monde entier. Nous croyons que cette expérience peut également servir de modèle pour de nouvelles alliances publiques et privées bénéfiques avec le système des Nations Unies. Le plus important, peut-être, était d'avoir créé le Groupe, en identifiant et en mobilisant des personnalités des secteurs privé et public, de la société civile et de l'ONU elle-même. La diversité des points de vue a beaucoup compté pour nous permettre d'atteindre nos objectifs.

Les objectifs que nous avons atteints étaient de trois ordres, *stratégique, politique et financier* :

- *Stratégiques*, avec tout d'abord la mise au point d'un cadre d'action, puis l'élaboration d'un programme d'action mondial. Votre déclaration de principes (A/66/645) a plaidé la cause du changement et transformé les trois idéaux qui ont inspiré l'initiative en objectifs liés à l'accès à l'énergie, à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Le cadre d'action² indiquait ce qu'apporterait la participation de chacun des principaux groupes d'intervenants, les avantages de la collaboration entre ces groupes, la structure des modalités d'engagement et les principes directeurs de l'initiative. Le Programme d'action mondial (A/67/175) a répertorié les possibilités d'action prioritaires proposées aux différents acteurs et les a classées en 11 domaines d'intervention allant de l'efficacité énergétique des appareils ménagers aux produits financiers innovants. Ces documents ont bénéficié des évaluations techniques de deux groupes d'experts, qui ont indiqué en détail les raisons pour lesquelles il faut agir dans les trois domaines susmentionnés en reprenant les meilleures pratiques des membres du Pacte mondial de l'ONU;
- *Politiques*, car nous sommes parvenus à faire approuver les principes de l'énergie durable pour tous dans le monde entier (de la Commission européenne et du Groupe ministériel sur l'énergie propre jusqu'aux ministres africains de l'énergie et aux petits États insulaires en développement) et à obtenir la participation volontaire de plus de 50 pays en développement. Le 27 juillet 2012, l'Assemblée générale a apporté son soutien en approuvant le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable où il est écrit que les participants à la Conférence sont « tous résolus à agir pour faire de l'énergie durable pour tous une réalité » (résolution 66/288, annexe, par. 129);

¹ On trouvera la liste de ses membres dans le document publié sous la cote A/67/175 (annexe).

² Disponible à l'adresse www.un.org/wcm/content/site/sustainableenergyforall/home/documents.

- *Financiers*, avec plus de 100 engagements à l'action, représentant des dizaines de milliards de dollars : de la part des gouvernements, qui se sont engagés à fournir une assistance technique et à couvrir les risques des investisseurs privés, et de la part du secteur privé, qui s'est engagé à faire les investissements massifs nécessaires pour faire évoluer les systèmes énergétiques de la planète. Des partenariats public-privé de ce genre sont essentiels pour mobiliser des capitaux à l'échelle mondiale. Il faudra faire bien davantage, mais pour un début, c'est déjà impressionnant.

Dans le présent rapport, nous rendons compte en détail de ce que nous avons fait au cours de l'année écoulée; le Groupe s'est notamment réuni à quatre reprises, à New York, Abou Dhabi, Londres et Rio de Janeiro.

Nous nous tournons à présent vers les étapes suivantes : la création d'une structure et d'un processus aptes à appuyer et à valider les progrès accomplis, faire fond sur l'élan que nous avons donné et avancer rapidement pour atteindre les trois objectifs de l'énergie durable pour tous. Il faudra notamment :

- a) Appuyer les gouvernements qui conçoivent et appliquent des plans visant à renforcer les capacités à l'échelle locale dans tout le pays, à créer un environnement attractif pour les investissements du secteur privé et à faciliter l'accès à l'assistance et aux ressources techniques;
- b) Concrétiser les perspectives les plus porteuses en s'engageant de façon constructive dans des partenariats multipartites;
- c) Rapprocher les partenaires issus des secteurs public et privé et réduire le risque d'investissement en utilisant judicieusement les capitaux publics et philanthropiques;
- d) Suivre les progrès accomplis, partager les meilleures pratiques et les leçons tirées de l'expérience et communiquer régulièrement avec les acteurs mondiaux.

Nous n'avons pas envie de créer une nouvelle institution ou une entité bureaucratique de plus pour parvenir à ce but. Nous envisageons plutôt un réseau mondial s'appuyant sur les structures et initiatives institutionnelles existantes pour tirer pleinement parti des mécanismes actuels et des capacités variées d'un réseau de partenaires comprenant les organisations internationales, les entreprises et les organisations de la société civile. Il faudrait un directeur unique, placé sous votre autorité, pour gérer ce réseau, un conseil consultatif de haut niveau pour définir les orientations, et un secrétariat concentré et réactif pour planifier et coordonner toute une série d'opérations multipartites et pluridimensionnelles complexes aux niveaux mondial, régional et national, à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies. Une telle plateforme peut traiter de questions comme l'initiative nationale, la participation des entreprises, les communications et la gestion des connaissances. Nous vous engageons vivement à créer ce genre de structure et ce processus au plus vite et à collaborer avec des partenaires pour qu'elle soit adéquatement financée. Nous ne devons pas perdre de notre élan ni décourager les bonnes volontés.

Monsieur le Secrétaire général, nos travaux ont commencé en avril 2010, lorsque le Groupe consultatif sur l'énergie et les changements climatiques que vous

avez créé a rendu son rapport³. Par sa résolution 65/151, l'Assemblée générale a réagi en proclamant 2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous. En novembre 2011, vous avez défini trois objectifs pour 2030 – l'accès universel à des services énergétiques modernes, le doublement du taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique, et le doublement de la part des énergies renouvelables dans l'offre énergétique mondiale (voir A/66/645). Dans le court laps de temps écoulé depuis lors, l'objectif de l'énergie durable pour tous a suscité un large appui international, et la nécessité persistante d'avancer sur vos trois objectifs est désormais largement admise, compte tenu de leur importance pour éliminer la pauvreté et atténuer les effets du changement climatique.

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012, n'a été qu'un jalon dans la concrétisation de l'énergie durable pour tous, mais un jalon important, qui nous fait avancer vers le succès. L'initiative sera jugée à ses fruits : le recul de la pauvreté énergétique par l'électrification et l'accès à d'autres services énergétiques modernes, ainsi que l'évolution des systèmes énergétiques à l'échelle du globe vers plus de durabilité, et, notamment, le développement à faibles émissions et la croissance verte. Nous vous remercions du fond du cœur de nous avoir permis d'emprunter cette voie. Engageons-nous tous ensemble à la suivre jusqu'à destination.

Charles O. Holliday Jr.

Kandeh K. Yumkella

Septembre 2012

³ Nations Unies, « Energy for a Sustainable Future: the Secretary-General's Advisory Group on Energy and Climate Change – Summary Report and Recommendations » (Groupe consultatif du Secrétaire général sur l'énergie et les changements climatiques, rapport de synthèse et recommandations) (New York, avril 2010).

I. Initiatives et partenariats

A. Vue d'ensemble des engagements pris

1. Depuis son lancement en septembre 2011, l'initiative Énergie durable pour tous a reçu plus de 100 engagements à l'action de la part de gouvernements, d'entreprises, d'institutions internationales et de la société civile.
2. Plus de 50 gouvernements de pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de petits États insulaires en développement se sont enrôlés pour participer. La plupart ont déjà lancé ou terminé l'évaluation de leur secteur énergétique et l'analyse des lacunes de leur système, préparant ainsi le terrain pour intensifier leur action dans les domaines prioritaires, lancer des processus de réformes là où il le faut et attirer de nouveaux investissements et des soutiens financiers.
3. Les entreprises et les investisseurs se sont engagés à financer les trois objectifs de l'initiative à hauteur de plus de 50 milliards de dollars. D'autres parties prenantes clefs (gouvernements, banques multilatérales de développement et institutions internationales) ont promis des milliards supplémentaires pour appuyer l'initiative.
4. Plus d'un milliard de personnes bénéficieront de ces engagements. Les pays en développement, en particulier, bénéficieront d'un meilleur accès à l'électricité et à des modes de cuisson peu polluants grâce à des ressources d'énergie renouvelable plus abondantes, à des investissements supplémentaires et à des politiques énergétiques améliorées. Une grande partie de l'investissement privé ira à la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans les pays industrialisés.
5. Des centaines d'actions et d'engagements sont en cours de formulation pour appuyer l'énergie durable pour tous avec le soutien d'entreprises, de donateurs, d'industriels, d'organisations, d'artistes et de bénévoles. Ainsi, le groupe de rock Linkin Park, qui a 44 millions de fans sur Facebook, a lancé sur son site Internet « Power the World » (<http://powertheworld.org>), une pétition pour mettre fin à la pauvreté énergétique, une campagne de collecte de fonds pour fournir des mallettes solaires à des dispensaires en Ouganda, et un dessin animé intitulé « The story of Imani ».
6. Les représentants de 23 pays totalisant 90 % du marché mondial de l'énergie propre ont retrouvé des chefs d'entreprise du secteur privé à Londres, les 25 et 26 avril 2012, à l'occasion de la réunion du Groupe ministériel sur l'énergie propre, afin de faire progresser l'objectif de l'énergie durable pour tous par divers engagements, décrits en détail dans le site www.cleanenergyministerial.org/pdfs/joint_cem_se4all_press_release_final.pdf.
7. Une liste détaillée des engagements pris en faveur de l'énergie durable pour tous est disponible sur <http://sustainableenergyforall.org/actions-commitments>. Des extraits sont présentés ci-après.

Initiatives nationales

8. Le Ghana, l'un des premiers pays à avoir conclu un partenariat avec l'initiative, a mis au point un plan d'action national pour l'énergie visant à renforcer ses capacités et à favoriser les financements innovants. D'autres pays entament ou

achèvent l'élaboration de plans de ce genre, notamment le Bangladesh, le Kenya, le Mozambique, le Népal, le Tadjikistan, l'Uruguay et le Viet Nam.

9. Vingt et un petits États insulaires en développement ont accepté de promouvoir l'accès universel à l'énergie, de passer aux énergies renouvelables et de réduire leur dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. La Barbade fera par exemple passer sa part de consommation électrique issue de sources renouvelables à 29 % d'ici à 2029.

10. L'Union européenne a annoncé le lancement d'une initiative baptisée « De l'énergie pour doper le développement » visant à donner à 500 millions de personnes, d'ici à 2030, l'accès à des services énergétiques durables, grâce à un fonds d'assistance technique de 50 millions d'euros pour les deux ans à venir.

11. La Norvège a promis de consacrer un premier montant d'environ 140 millions de dollars sur cinq ans, dans le cadre du partenariat international sur l'énergie et le climat Energy+, pour accroître l'accès à l'énergie durable dans les zones rurales de l'Éthiopie, remplacer les lampes à pétrole par des appareils fonctionnant à l'énergie solaire au Kenya et de soutenir la mise au point d'un plan stratégique sur l'énergie et le climat au Libéria.

12. Les États-Unis ont annoncé qu'ils accorderaient 2 milliards de dollars de dons, prêts et garanties d'emprunt (pour l'investissement privé dans les technologies énergétiques non polluantes) aux organismes publics et aux ministères pour des projets de renforcement des capacités, la formulation de politiques et réglementations et des partenariats public-privé. Ils ont en outre promis de consacrer plus de 40 millions de dollars aux initiatives à fort impact de la Conférence ministérielle sur l'énergie propre, notamment le Clean Energy Solutions Centre, le Programme mondial d'accès à l'électricité et à l'énergie et l'initiative « Super-efficient Equipment and Appliance Deployment ».

13. Le Brésil a promis 4,3 milliards de dollars supplémentaires pour parvenir à l'accès universel à l'énergie pour toute sa population d'ici à 2014. Tête de peloton mondiale en énergies renouvelables, le pays investira en outre 235 milliards de dollars sur 10 ans dans les énergies renouvelables, essentiellement l'hydroélectricité et les biocarburants, mais la biomasse et l'énergie éolienne, ce qui produira des économies d'énergie de 9 % en 2030 dans les secteurs de l'électricité et des transports. La Banque brésilienne de développement continuera de soutenir la production d'énergies renouvelables dans d'autres pays à travers ses lignes de crédit, notamment en signant un mémorandum d'accord avec la Banque africaine de développement. Eletrobras coopérera, au niveau international, avec d'autres compagnies d'électricité afin de développer les sources d'énergie renouvelable compétitives et les réseaux de distribution correspondants.

Initiatives des entreprises

14. Microsoft s'est engagé à neutraliser son empreinte carbone et à prélever une taxe carbone interne sur ses propres opérations dans plus de 100 pays. En mettant un prix sur le carbone, Microsoft cherche à accélérer les progrès de l'efficacité énergétique dans ses bâtiments et ses centres de données, à augmenter la part des énergies renouvelables dans ses achats et à faire baisser les émissions liées aux voyages.

15. Siemens augmentera de 12,5 milliards d'ici fin 2014, son portefeuille d'environnement certifié par un cabinet indépendant dédié à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et aux technologies environnementales.

16. L'Association mondiale des gaz de pétrole liquéfiés (GPL) a annoncé le lancement d'une campagne mondiale de cinq ans pour réduire le nombre de décès et de maladies graves causés par le manque d'accès à des combustibles et fourneaux domestiques propres. La campagne « Cuisiner pour la vie » permettra à 50 millions de personnes de passer de la cuisine au GPL d'ici à 2018 et plus de 750 millions de dollars de capitaux frais pourront être investis dans des appareils à combustible GPL pour faciliter le premier achat.

17. GDF Suez investira dans environ 50 projets locaux de développement énergétiques dans des pays en développement d'ici à 2020. L'entreprise augmentera son efficacité énergétique de 40 % d'ici à 2017 et ses capacités productives d'énergie renouvelable de 50 % entre 2009 et 2015.

18. Statoil, poursuivant sa politique de non-torchage de la production, milite avec la Banque mondiale, en faveur de l'élargissement du Partenariat mondial pour la réduction des gaz torchés, notamment en préconisant des objectifs par pays et par entreprise pour réduire l'intensité du torchage.

19. Eni a réservé environ 5 milliards de dollars dans son budget pour atteindre ses objectifs en matière de réduction du torchage et de l'intensité carbone. L'entreprise consacrera également 32 millions de dollars environ pour construire des lignes à basse tension au Congo, au profit de 140 000 personnes et de leurs communautés.

20. L'Alliance Renault-Nissan s'est engagée à consacrer environ 5 milliards de dollars à la commercialisation de véhicules sans émissions d'un prix abordable, en sortant cinq nouveaux modèles d'ici fin 2012. Le constructeur prévoit d'en mettre 1,5 million en circulation au cours de l'exercice budgétaire de 2016, dans le cadre de ses partenariats public-privé, destinés à créer une infrastructure solide pour ces véhicules.

21. Avec l'aide de différentes organisations, dont le Partenariat mondial pour l'électricité durable et le Southern African Power Pool, Eskom et Duke Energy mettent au point une feuille de route pour électrifier l'Afrique australe et d'autres régions en développement. L'initiative se concentrera sur l'unification des plans nationaux d'électrification existants, l'aide à la mise au point de ces plans, le cas échéant, et la mobilisation de ressources pour en accélérer l'exécution. Il s'agit de connecter 500 millions de personnes à des services énergétiques modernes d'ici à 2025.

22. De plus, le Partenariat mondial pour l'électricité durable s'est engagé à installer 50 000 lanternes solaires qui fourniront de l'électricité propre aux familles non reliées au réseau.

23. L'entreprise sociale d.Light Design s'est engagée à fournir des lanternes solaires à 30 millions de personnes dans plus de 40 pays d'ici à 2015.

24. Infosys, entreprise de sous-traitance informatique et commerciale présente dans 32 pays, a promis de réduire sa consommation énergétique de 50 % et de n'utiliser que de l'électricité produite par des sources renouvelables d'ici à 2018.

25. La société de produits de consommation latino-américaine Femsa s'est engagée à couvrir 85 % de ses besoins énergétiques au Mexique par des sources d'énergie renouvelable (éolienne ou solaire, par exemple) d'ici à 2013.

26. Masda, une entreprise des Émirats arabes unis, a mis sur pied des projets d'énergie renouvelable aux Tonga et en Afghanistan et a créé un prix mondial des lycées, d'un montant de 100 000 dollars décerné à cinq lycées qui proposent des solutions innovantes pour réduire leur empreinte carbone.

Institutions financières et fondations

27. Bank of America s'est fixé un objectif environnemental d'entreprise sur 10 ans chiffré à 50 milliards de dollars. Sur la base de ses résultats passés, la banque en attend des investissements d'environ 35 milliards de dollars dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'accès à l'énergie.

28. Les banques multilatérales de développement ont promis de consacrer plus de 30 milliards de dollars aux trois objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous. La Banque africaine de développement investira 20 milliards de dollars dans le secteur énergétique d'ici à 2030 et, ce faisant, elle générera 80 milliards de dollars supplémentaires en nouant des partenariats avec des entreprises publiques et privées. Ces investissements (y compris ceux qui seront faits via son Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique) iront de projets régionaux couvrant plusieurs pays à des projets de petite ou moyenne envergure qui améliorent l'électrification de zones rurales. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement s'est engagée à consacrer 8 milliards de dollars à des projets d'efficacité énergétique en Europe orientale et en Asie centrale au cours des trois ans à venir.

29. Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à doubler l'effet démultiplicateur de son portefeuille énergétique pour lui faire atteindre 16 milliards de dollars par an en mobilisant les contributions publiques et privées ainsi que celles des donateurs. Il mettra l'accent sur l'énergie à faible taux de carbone et l'appui aux politiques d'accès élargi à l'énergie, aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. La Banque et la Société financière internationale étendront les programmes existants, comme Lighting Africa, qui développe les marchés d'éclairage hors réseau, afin d'offrir une source d'éclairage à prix raisonnable à 70 millions de ménages modestes d'ici à 2020 et en prenant de nouvelles initiatives, comme la cartographie des ressources énergétiques renouvelables existantes, dans le cadre du Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique.

30. En outre, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à fournir une assistance technique et générale et des financements pour aider cinq pays à établir des plans d'accès à l'énergie, appuyer les programmes de fourneaux et de combustibles domestiques propres en Afrique, en Asie du Sud et de l'Est et en Amérique centrale, atténuer les risques liés aux investissements dans les énergies propres et étendre le Partenariat mondial pour la réduction des gaz torchés de manière à recapter et à utiliser les gaz qui autrefois partaient en torchère.

31. Le Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est engagé à financer son initiative intitulée « Energy for the poor » et ses projets de lutte contre la pauvreté énergétique à hauteur d'au moins 1 milliard de dollars.

32. Le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement a mis 350 millions de dollars à disposition sous forme de financements préférentiels, sur les sept ans à venir, pour financer des projets innovants d'énergies renouvelables approuvés par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables.

33. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds d'équipement des Nations Unies ont lancé conjointement le programme CleanStart, qui propose aux pauvres des possibilités de microfinancement pour sortir de la pauvreté en accédant rapidement aux services énergétiques modernes. Le programme vise à sortir au moins 2,5 millions de personnes de la pauvreté énergétique d'ici à 2017, en Asie et en Afrique.

34. La Fondation ClimateWorks s'est engagée à verser jusqu'à 15 millions de dollars de fonds d'aide et de contrepartie pour aider l'Inde, la Chine, le Brésil et le Mexique à concevoir, adapter et mettre en œuvre des politiques de promotion des meilleures pratiques en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Elle a en outre promis 1 million de dollars pour appuyer l'élaboration de politiques efficaces d'énergies non polluantes en offrant gratuitement des services de consultant aux gouvernements du monde entier par le truchement du Clean Energy Solutions Centre.

Initiatives du secteur non gouvernemental

35. L'Energy and Resources Institute (TERI), en Inde, s'est engagé à donner l'éclairage électrique aux ménages dans plusieurs pays en développement, en utilisant des technologies solaires ou d'autres technologies propres, au bénéfice d'environ 10 millions de personnes d'ici à 2018.

36. La Fondation pour les Nations Unies a lancé le Réseau de praticiens dans le domaine de l'accès à l'énergie, lequel rassemble plus de 500 membres dans plus de 100 pays afin de fournir des services énergétiques à l'aide de technologies innovantes comme les microréseaux et les technologies électriques décentralisées.

37. L'Institute of Electrical and Electronics Engineers, comme 40 autres associations professionnelles, s'est engagé à mobiliser ses 2 millions de membres de par le monde pour appuyer l'initiative.

B. Mesures prises au niveau des pays

38. Au 1^{er} août 2012, les 55 pays en développement ci-après s'étaient formellement engagés à participer à l'initiative « Énergie durable pour tous » :

Afrique (25)

Botswana
Burundi
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Kenya
Lesotho
Libéria
Malawi
Mozambique
Namibie
Nigéria
Ouganda
République démocratique du Congo
République-Unie de Tanzanie
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Togo
Zambie
Zimbabwe

Asie et Pacifique (11)

Bangladesh
Bhoutan
Cambodge
Indonésie
Malaisie
Mongolie
Népal
Philippines
Sri Lanka
Thaïlande
Viet Nam

Europe et Communauté d'États indépendants (3)

Arménie
Monténégro
Tadjikistan

Amérique latine et Caraïbes (15)

Argentine
Barbade
Bolivie
Colombie
Costa Rica
Grenade
Guatemala
Guyana
Honduras
Jamaïque
Pérou
République dominicaine
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay

Moyen-Orient (1)

Liban

39. Les pays participants signent une lettre officielle d'engagement à contribuer à la réalisation des trois objectifs de l'initiative et conviennent de s'engager dans un processus qui comprend les quatre étapes suivantes :

a) Organiser des consultations publiques avant de prendre la décision de participer;

- b) Établir un bilan pour déterminer la situation actuelle du pays concernant les trois objectifs;
- c) Élaborer un plan d'action et d'exécution;
- d) Mettre le plan en œuvre.

40. Les 55 pays ont pris des mesures et reçu des fonds pour procéder à une évaluation rapide, analyser les lacunes et recenser les domaines qui nécessitent des interventions et des investissements complémentaires, et environ la moitié d'entre eux ont déjà mené cette étape à bien. Les ressources nécessaires à ces évaluations ont été fournies par le PNUD, la Banque mondiale, la Commission européenne et les banques africaine, asiatique et interaméricaine de développement.

41. Une fois les évaluations terminées, dans les six à 18 prochains mois, les pays participants fixeront des objectifs nationaux adaptés et élaboreront des plans d'action et d'exécution leur permettant d'atteindre un ou plusieurs des objectifs définis dans l'initiative. Chaque pays décide dans quel(s) domaine(s) il tient à ce que des mesures soient prises et les investissements soient renforcés, et élabore son propre plan d'action, en s'appuyant sur les mesures en vigueur dans le pays. Ces plans porteront sur l'investissement aux niveaux national et régional, les politiques et la réglementation, le renforcement des capacités, l'identification de partenaires et l'établissement de partenariats, l'accès au financement et les dispositifs de suivi et de responsabilité.

42. Certains pays auront besoin d'une assistance technique (concernant les données, les institutions, les capacités, les compétences et le pouvoir d'investissement) afin de s'assurer que chaque plan est établi avec la rigueur nécessaire, garantissant la fiabilité et la crédibilité des informations et des données; les partenaires sont identifiés et sont prêts à appuyer des mesures à fort impact; les sources de financement provisoires sont déjà en place et certains engagements sont déjà pris; et les consultations sont menées aux niveaux appropriés avec toutes les parties prenantes, y compris les entreprises et la société civile.

43. L'initiative fournira des mécanismes permettant d'identifier et de partager les enseignements tirés du passé et des expériences nationales, d'établir des dispositifs efficaces de connexion des engagements mondiaux et nationaux, de combler les lacunes au niveau des pays au moyen des engagements internationaux, de trouver les investissements nécessaires aux mesures à fort impact et de suivre les progrès accomplis afin de recenser les domaines qui appelleront des interventions et un soutien ciblés.

44. Les avancées extraordinaires de l'initiative enregistrées à ce jour dans le monde en développement n'auraient pas été possibles sans l'appui vigoureux des parties prenantes ci-après.

45. *Les coordonnateurs résidents des Nations Unies.* Sans leur engagement et leur impressionnant pouvoir de mobilisation, le succès de l'initiative n'aurait pas été possible. Leur mission de facilitation a été déterminante.

46. *La Commission européenne.* Son aide politique et financière a donné une forte impulsion à l'initiative et a joué un rôle de catalyseur pour que d'autres partenaires y participent. L'appui des ambassades au sein de l'Union européenne a également été d'une grande utilité pour l'organisation et le déroulement des visites de pays et sera déterminant aux différents stades de la mise en œuvre.

47. *La Banque mondiale et les banques régionales de développement.* Les institutions financières internationales prêtent leur expertise mondiale, régionale et nationale et permettent d'assurer le suivi des financements en aidant à obtenir un appui politique vigoureux. La Commission européenne et la Banque mondiale ont procédé en Asie, en Afrique et en Amérique latine à plusieurs évaluations rapides et analyses des lacunes au niveau des pays, évaluations que les banques régionales ont appuyées et financées dans leurs régions respectives. La Banque interaméricaine de développement s'est engagée à financer toutes les évaluations réalisées dans ses pays membres, jouant ainsi le rôle de principal catalyseur pour la participation des pays de la région. Toutes les banques de développement régionales ont lancé des programmes spéciaux pour appuyer l'initiative, accompagnés d'importants financements.

48. *Le système des Nations Unies.* Les équipes du PNUD du monde entier ont aidé les coordonnateurs résidents à mobiliser l'appui des gouvernements. Le PNUD a également financé la grande majorité des évaluations rapides et des analyses des lacunes au niveau des pays dans toutes les régions, contribuant ainsi de façon déterminante au succès de la première étape de la mise en œuvre de l'initiative. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a également aidé de nombreux pays, africains notamment. D'autres organismes se sont engagés à apporter leur soutien dans leurs domaines de compétence. Par exemple, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a ouvert des consultations sur un programme mondial sur l'articulation entre énergie et agriculture. La Commission économique pour l'Afrique a tenu des consultations régionales sur l'accès à l'énergie. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a aidé un certain nombre de pays africains et asiatiques à évaluer leurs besoins financiers et technologiques en matière d'énergies propres, ainsi qu'à élaborer des politiques de promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

49. *Les entreprises et la société civile.* Avec l'appui de l'équipe de l'initiative chargée des partenariats, l'équipe de l'action au niveau national étudie les possibilités de trouver dans la longue liste des engagements pris à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable des réponses aux besoins recensés au moyen des évaluations rapides et des analyses des lacunes engagées partout dans le monde.

C. Mesures à fort impact

50. Le Programme d'action mondial a permis de recenser un certain nombre de mesures à fort impact sur lesquelles les parties prenantes pourraient s'engager, et de les organiser en 11 domaines d'intervention qui entraîneront des résultats positifs en renforçant et en améliorant l'accès et le recours aux énergies renouvelables. Ces mesures ont rencontré un écho favorable auprès des parties prenantes et ont fourni un point de départ concret aux entreprises qui souhaitaient participer à l'initiative.

51. Environ 50 mesures à fort impact ont été inscrites sur la liste des priorités par une équipe dirigée par Bloomberg New Energy Finance ainsi que des membres de notre équipe de travail chargée de la participation des entreprises. L'équipe des partenariats s'est attachée à donner une impulsion à la mise en œuvre de certaines mesures à fort impact, sélectionnées en fonction de leur importance et de leur

potentiel de valeur ajoutée. Nous nouons des partenariats solides, encourageons l'action commune et veillons à ce que les engagements pris soient tenus sur la durée. Le tableau ci-après récapitule l'état d'avancement de 21 mesures à fort impact faisant l'objet de partenariats et d'engagements.

<i>Mesures à fort impact</i>	<i>Partenariats et engagements</i>
Accélération de l'investissement du secteur privé au moyen de partenariats public-privé	<p>Partenariat annoncé : World Institute for Renewable Energies, plateforme de collaboration de fonds souverains et d'investisseurs institutionnels, qui met notamment l'accent sur les actifs verts et les énergies renouvelables</p> <p>Partenariat en cours : travaux menés par la Bank of America pour déterminer et appuyer la mise au point de mécanismes d'atténuation du risque d'investissement dans les énergies renouvelables</p> <p>Engagements annoncés par des États : Commission européenne, Danemark, États-Unis, Norvège et Royaume-Uni</p> <p>Banques et autres institutions ayant pris des engagements : Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Bank of America, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Garantibank, GDF Suez, Banque interaméricaine de développement, Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), Joint US-China Collaboration on Clean Energy (JUCCCE), Masdar, Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international et Groupe de la Banque mondiale</p>
Amélioration de l'efficacité de l'éclairage et des appareils électriques	<p>Partenariats annoncés : initiative Super-efficient Equipment and Appliance Deployment menée par le Groupe ministériel sur l'énergie propre et International Partnership for Energy Efficiency Cooperation (IPEEC); initiative « en.lighten » lancée par le PNUE, en collaboration avec Osram, Philips Lighting, le National Lighting Test Center et le Fonds pour l'environnement mondial</p>
Clean Energy Solutions Center	<p>Partenariat annoncé : Clean Energy Solutions Center, mené par le Groupe ministériel sur l'énergie propre et ONU-Énergie, avec l'appui du Département d'État et du Ministère de l'énergie américains, du Ministère australien des ressources, de l'énergie et du tourisme, de la Fondation pour les Nations Unies, de l'International Copper Association et de la fondation Climate Works</p>
Toits réfléchissants	<p>Partenariat en cours : travaux menés aux États-Unis par d'importants groupes industriels de la toiture</p>

*Mesures à fort impact**Partenariats et engagements*

Utilisation rationnelle de l'énergie par les entreprises	<p>Entreprises et organismes ayant pris des engagements : AB SKF, ABB, ArcelorMittal, ARM Holdings, Banco Santander, BASF SE, Bayer, BMW Group, Brisa – Auto-Estradas de Portugal, DBG Financial Group, Dell, Deloitte UK, DuPont, Eaton, Embraco, Eskom, Femsa, GDF Suez, Global Compact Network Pakistan, Henkel AG, Hitachi, Holcim Group, Infosys, Italcementi Group, KPMG, Lafarge, Meadwestvaco, Metsa Group, Microsoft, Mitsubishi Chemical Holding Corporation, Confédération nationale du commerce grec, Nike, Procter and Gamble, SABMiller, Schneider Electric, Telefonica SA et Unilever</p>
Véhicules électriques	<p>Partenariat en cours : coopération entre Renault-Nissan et le Groupe ministériel sur l'énergie propre</p> <p>Entreprise ayant pris des engagements : Renault-Nissan</p>
Efficacité énergétique des bâtiments	<p>Partenariats annoncés : initiative Energy Efficiency in building 2.0 du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et travaux de Powerhouse Alliance en Norvège</p> <p>Partenariat en cours : Global Building Energy Efficiency Partnership de la Fondation pour les Nations Unies, en collaboration avec International Cooper Association, Johnson Controls et autres</p> <p>Entreprises ayant pris des engagements : Architecture 2030, Infosys, Lafarge, Skanska et groupe Rezidor Hotel</p>
Produits alimentaires économes en énergie	<p>Partenariat annoncé : initiative Powering Agriculture de United States Agency for International Development</p> <p>Partenariat en cours : action engagée par la FAO avec le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable</p>
Atlas mondial des énergies renouvelables	<p>Partenariat annoncé : partenariat Global Solar and Wind Atlas de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, en collaboration avec le Groupe ministériel sur l'énergie propre et avec l'appui de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Australie, du Danemark, des Émirats arabes unis, de l'Espagne, de la France, de l'Inde, du Mexique, de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis</p>
Extension des réseaux électriques	<p>Partenariat annoncé : élaboration de plans d'action concernant le réseau et le renforcement des capacités électriques par Global Sustainable Electricity Partnership, visant à ce que 500 millions de personnes supplémentaires aient accès à l'électricité</p> <p>Entreprise ayant pris des engagements : Masdar</p>

*Mesures à fort impact**Partenariats et engagements*Grands projets
d'énergies renouvelables

Partenariats annoncés : partenariat énergétique entre l'Afrique et l'Union européenne, programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique et initiative géothermique de la Banque mondiale

Partenariat en cours : travaux du PNUE sur l'énergie géothermique en Afrique orientale

État ayant pris des engagements : Brésil

Entreprises et organismes ayant pris des engagements : groupe CLP, Eskom, GDF Suez, Global Wind Energy Council, Siemens, Solar Energy Industries Association et Windmade

Microréseaux et
miniréseaux électriques
intelligents

Partenariats annoncés : travaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), initiative Smart Power for Environmentally-sound Economic Development de la Rockefeller Foundation, Réseau de praticiens dans le domaine de l'accès à l'énergie dirigé par la Fondation pour les Nations Unies et initiative Access to Energy du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable

Entreprises ayant pris des engagements : Enel, Practical Action et Schneider Electric

Appareils de cuisson et
combustibles modernes

Partenariats annoncés : travaux de la Global Alliance for Clean Cookstoves, partenariat mondial sur le gaz de pétrole liquéfié piloté par l'Energy Transportation Group, initiative Cooking for Life de la Worlds LP Gas Association, initiative Clean Cooking de la Banque mondiale, stratégie énergétique concernant les ménages d'Asie du Sud, initiative Clean Stove en Asie orientale et stratégie de diffusion de cuisinières modernes en Amérique centrale

Entreprises ayant pris des engagements : Nexus Carbon for Development, Novozymes – Cleanstar Ventures, Soprise! – MicroGaz et Toyola Energy

Éclairage et chargement
hors réseau

Partenariats annoncés : programme Global Lighting and Energy Access et programme Solar and Light-emitting Diode Energy Access menés par le Groupe ministériel sur l'énergie propre, programme Lighting Africa mené par la Banque mondiale, programme Lighting Asia's India mené par la SFI, programme Lighting a Billion Lives de l'Energy and Resources Institute et programme Energy for All de la Banque asiatique de développement

Entreprises et organismes ayant pris des engagements : ACCIONA, d.light, EDP Foundation, Global Sustainable Electricity Partnership, Masdar, Nokero International, Nuru Energy, Philips, Shanxi Jinshang Energy Asset Management (Beijing) Ltd., Solar Electric Light Fund, Total et Ubbink

<i>Mesures à fort impact</i>	<i>Partenariats et engagements</i>
Suppression progressive du torchage des gaz dans la production pétrolière	Partenariat annoncé : Partenariat mondial pour la réduction des gaz torchés de la Banque mondiale Entreprises ayant pris des engagements : Statoil et Eni
Approvisionnement en énergies renouvelables	Entreprises ayant pris des engagements : Femsma, Infosys, groupe Italcementi, Lafarge et Vestas
Biocarburants de deuxième génération	Partenariat en cours : projets de Novozymes centrés sur les pays émergents Entreprises ayant pris des engagements : Agritech Faso, Eni et Novozymes – Cleanstar Ventures
Villes durables	Partenariats en cours : travaux de l'IRENA, du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission économique pour l'Europe Organismes ayant pris des engagements : IRENA et Banque mondiale
Énergies durables pour les pays insulaires	Partenariats en cours : travaux du Climate Institute, de l'IRENA et de Carbon War Room (Aruba), initiative SIDS Dock de l'Alliance des petits États insulaires et programme de la Banque mondiale pour le développement des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu Engagements pris par des États : Déclaration de la Barbade sur la réalisation de l'objectif « Énergie durable pour tous » dans les petits États insulaires en développement, signée par 21 petits États insulaires en développement
Indice de disponibilité de l'investissement dans les énergies durables	Partenariats annoncés : travaux de Bloomberg New Energy Finance et de la Banque interaméricaine de développement sur le développement de l'investissement dans les énergies propres en Amérique latine au moyen de Climatescope Partenariats en cours : travaux du Département du Ministère du développement international du Royaume-Uni et de Bloomberg New Energy Finance sur le développement de l'investissement dans les énergies propres en Afrique, et travaux de la Banque mondiale sur la mise au point d'un indicateur d'investissement dans les énergies renouvelables pour ses rapports « Doing Business »
Normes de rendement énergétique des véhicules	Partenariat annoncé : initiative Mobility du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable Partenariats en cours : collaboration du PNUE avec Renault-Nissan, d'autres constructeurs automobiles et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement concernant l'initiative sur le rendement énergétique des véhicules

II. Suivi et présentation de rapports

A. Projets concernant le suivi et la présentation de rapports

52. Le Groupe de haut niveau est conscient qu'il est essentiel de mettre en place un cadre mondial pour suivre les progrès et en rendre compte afin de susciter et de maintenir la confiance du public dans l'initiative Énergie durable pour tous. Ce cadre renforcera la transparence des engagements, contribuera au partage des bonnes pratiques et montrera qu'il est nécessaire, pour obtenir des résultats, de réformer les politiques et les institutions et de prendre des engagements financiers. Il permettra aussi de mieux faire connaître le large éventail d'activités en cours et les possibilités de synergies et de partenariats tout en améliorant la coordination pour éviter tout chevauchement.

53. Un système en ligne, qui comprendra notamment une base de données des engagements, va être établi afin de suivre les actions réalisées et les progrès accomplis. Les recherches pourront être faites par objectif, domaine d'intervention, pays, technologie employée, valeur, nombre de bénéficiaires et secteur (gouvernement, secteur privé et société civile). Des exemples d'expériences concluantes et de progrès réalisés ainsi que des études de cas seront également publiés sur le site Web afin de présenter les différents types d'engagements possibles.

54. Il sera essentiel de mesurer les effets des actions pour évaluer l'avancement de l'état de réalisation des trois objectifs de l'initiative. Plusieurs organisations, dont l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ou encore le Réseau d'action pour les énergies renouvelables pour le XXI^e siècle (REN21), suivent l'évolution de la situation dans le secteur énergétique et ont défini ou sont en train de définir des indicateurs sur l'accès à l'énergie, le rendement énergétique et les énergies renouvelables. Cependant, il faut dès à présent établir des critères largement acceptés pour mesurer les principaux aspects de l'initiative Énergie durable pour tous. Ces critères seront utiles pour :

a) Améliorer la disponibilité des informations concernant la portée et les résultats des différentes actions possibles et les mesures mises en place par les pays pour améliorer l'accès à l'énergie et accroître les rendements énergétiques et la part des énergies renouvelables;

b) Assurer la pérennité des engagements concernant les objectifs liés au climat et à l'environnement;

c) Aider les pays à suivre les mesures qu'ils prennent pour atteindre les objectifs fixés;

d) Appliquer les politiques plus efficacement, aux niveaux national et local;

e) Aligner les indicateurs de l'initiative Énergie durable pour tous avec les autres séries d'indicateurs pour harmoniser les rapports.

55. Pour ce faire, un rapport de référence, décrit ci-dessous, sera établi en vue de définir un cadre qui permettra de suivre la réalisation des trois objectifs de l'initiative sur le long terme. Les activités liées à l'élaboration de ce rapport consisteront à recenser les indicateurs énergétiques existants, mettre au point une

méthodologie et créer des outils pour analyser ces indicateurs ainsi qu'une procédure pour suivre l'évolution des résultats sur une base annuelle. Le cadre de suivi et d'élaboration de rapports comprendra des outils analytiques de collecte et de traitement des données en vue d'institutionnaliser la procédure de collecte et de publication annuelles des données.

B. Rapport de référence et évaluation des résultats

56. Il est nécessaire de disposer de statistiques fiables concernant l'accès à l'énergie, les énergies renouvelables et le rendement énergétique pour servir de point de référence à l'initiative Énergie durable pour tous et tenir les engagements politiques pris pour l'horizon 2030. Il existe déjà des bases de données mondiales sérieuses concernant l'énergie, mais elles doivent être adaptées pour suivre la réalisation des trois objectifs. Dans cette perspective, le Groupe de haut niveau a demandé qu'un rapport de référence soit publié en janvier 2013. Ce rapport sert trois fonctions :

- a) Donner un aperçu de l'état de réalisation des trois objectifs de l'initiative en se fondant sur les données disponibles;
- b) Définir, avec les institutions concernées, les méthodes les plus appropriées pour assurer le suivi des progrès jusqu'en 2030;
- c) Servir de base pour les rapports périodiques rendant compte de l'état de réalisation des trois objectifs et du but général de l'initiative Énergie durable pour tous.

57. Ce rapport de référence déterminera les méthodologies les mieux adaptées pour mesurer l'accès à des services énergétiques modernes, la part des énergies renouvelables dans la production énergétique mondiale et le taux d'amélioration du rendement énergétique, analysera les tendances mondiales concernant la réalisation des objectifs de l'initiative et définira, pour chaque cas, le point initial de comparaison. Il mettra aussi en avant les pays les plus performants ayant obtenu de bons résultats par le passé, ainsi que les pays et les secteurs ayant un fort potentiel d'action à fort impact en raison de leurs capacités non exploitées.

58. Le rapport de référence sera élaboré conjointement par la Banque mondiale et l'AIE, avec l'appui d'un groupe directeur composé d'autres institutions internationales spécialisées dans le domaine de l'énergie, comme l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, l'International Partnership for Energy Efficiency Cooperation (IPEEC), l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), Practical Action, REN21, le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'ONUDI, la Fondation pour les Nations Unies, le Conseil mondial de l'énergie et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Les possibilités de consultations élargies sur la méthode de suivi seront recherchées tout au long de l'exercice.

59. Des résultats provisoires pourront être étudiés par les parties prenantes du système des Nations Unies lors des réunions prévues pour septembre et novembre 2012.

III. Communication

60. Depuis le début, l'initiative Énergie durable pour tous a accordé une grande importance aux activités de communication et de consultation, avec des grandes manifestations publiques dans diverses régions du monde, un travail d'information dans les pays en développement, grâce à des missions de haut niveau, des contacts avec le secteur privé, la société civile et les États Membres de l'ONU. Le réseau des professionnels de l'accès à l'énergie a été sollicité pour son savoir-faire sur le terrain.

A. Grandes manifestations

61. L'initiative du Secrétaire général a été lancée par plusieurs manifestations mondiales et régionales auxquelles ont participé les Coprésidents du Groupe de haut niveau et qui ont également marqué l'Année internationale de l'énergie durable pour tous :

a) Le Secrétaire général a prononcé le discours inaugural de la cérémonie de lancement officiel, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 1^{er} novembre 2011;

b) Le Secrétaire général a prononcé le discours d'ouverture pour le lancement mondial, lors du Sommet mondial sur l'énergie de l'avenir tenu à Abou Dhabi du 16 au 19 janvier 2012. Les participants ont assisté à la première projection de la nouvelle vidéo sur l'Énergie durable pour tous et le Groupe de haut niveau a tenu une réunion;

c) Le lancement pour l'Asie a eu lieu lors du Sommet de Delhi sur le développement durable, tenu à New Delhi du 2 au 4 février 2012. À cette occasion, une conférence d'une journée a réuni 200 experts ainsi que 75 représentants de médias indiens et internationaux, qui ont publié des rapports dans toute la région;

d) Le lancement pour l'Europe a eu lieu le 8 février à la Commission européenne à Bruxelles. Environ 30 journalistes ont couvert cette manifestation et plus de 200 organes de presse ont publié des articles dans toute l'Europe. La Fondation pour les Nations Unies a tenu une consultation avec le secteur privé, à laquelle ont participé 40 personnes;

e) Le lancement pour l'Afrique a eu lieu en marge du Forum ministériel mondial sur l'environnement et de la session du Conseil d'administration du PNUE, qui se sont tenus à Nairobi le 20 février 2012 et auxquels ont assisté un groupe de ministres et d'experts. Une conférence de presse a réuni des médias kényans et internationaux, qui ont assuré une large couverture de l'événement en anglais et en français dans toute l'Afrique. Cette session a été complétée par des sessions techniques qui ont mis en avant les projets menés avec succès, les leçons apprises et les possibilités qui permettraient de reproduire ces projets et d'en accroître la portée;

f) Une autre manifestation pour marquer le lancement national de l'initiative s'est tenue à Abuja le 23 août 2012.

62. Une série d'autres manifestations préalables à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de juin 2012 a permis de maintenir l'attention sur l'initiative du Secrétaire général.

63. Le Bloomberg New Energy Finance Summit qui s'est tenu à New York du 19 au 21 mars 2012 avait pour thème l'avenir de l'énergie; Charles Holliday, Coprésident du Groupe de haut niveau, a fait un exposé sur l'initiative Énergie durable pour tous.

64. La Commission européenne et le Danemark, qui préside le Conseil de l'Union européenne, ont organisé un Sommet européen sur l'énergie durable pour tous à Bruxelles le 16 avril. Le Secrétaire général a prononcé le discours d'ouverture de cette manifestation d'une journée et a tenu une conférence de presse. Par ailleurs, le Président de la Commission européenne a présenté l'initiative « De l'énergie pour doper le développement », dont l'objectif est d'assurer l'accès à des services d'énergie renouvelable pour 500 millions de personnes d'ici à 2030. Ce sommet a bénéficié d'une vaste couverture médiatique au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie.

65. La troisième réunion du Groupe ministériel sur l'énergie propre a eu lieu à Londres du 24 au 26 avril 2012. Vingt-trois ministres de l'énergie y ont participé, appelant ainsi l'attention sur l'initiative. Le Groupe de haut niveau s'est réuni juste avant cette réunion et a rencontré les médias à plusieurs reprises.

66. Une conférence de l'Alliance des petits États insulaires sur la réalisation de l'objectif sur l'énergie durable pour tous dans les petits États insulaires en développement s'est tenue à la Barbade les 7 et 8 mai 2012, parallèlement à une réunion ministérielle sur la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à laquelle ont participé des décideurs de haut niveau de 32 pays d'Afrique, de l'océan Indien, du Pacifique et des Caraïbes. Cette conférence s'est achevée avec l'adoption de la Déclaration de la Barbade sur la réalisation de l'objectif « Énergie durable pour tous » dans les petits États insulaires en développement, qui demande l'accès universel à des services énergétiques modernes, abordables et issus de sources renouvelables allié à la protection de l'environnement, l'élimination de la pauvreté et la création de nouvelles possibilités de croissance économique. Vingt et un pays ont pris des engagements volontaires en vue de parvenir à l'accès universel à l'énergie, de passer aux énergies renouvelables et de réduire leur dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles.

67. Une manifestation marquant le lancement de l'Année internationale de l'énergie durable pour tous pour le Pacifique a eu lieu à Suva, le 18 mai 2012. Organisée conjointement par des organismes nationaux, régionaux et internationaux du Pacifique, dont le PNUD, elle avait notamment pour objectif de sensibiliser l'opinion à l'importance, pour le Pacifique, de bénéficier de sources d'énergies fiables.

B. Visites dans les pays

68. Entre la mi-mars et la fin juillet 2012, des missions de haut niveau ont été effectuées dans 10 pays en développement, à savoir le Ghana, le Kenya, le Tadjikistan, l'Ouganda, le Népal, le Mozambique, le Bangladesh, le Burkina Faso, la Sierra Leone et le Libéria, pour examiner leur participation à l'initiative Énergie

durable pour tous. À chaque fois, la mission a été conduite par le Cabinet du Secrétaire général et comptait des représentants des principaux partenaires, dont la Banque mondiale, le PNUD, l'ONUDI, la Commission européenne et les banques régionales de développement. Les équipes de pays des Nations Unies, mobilisées par leurs coordonnateurs résidents, ont incité les gouvernements, le secteur privé et la société civile à prendre des engagements et ont fourni un appui technique et financier pour aider les pays à les tenir.

69. Les responsables gouvernementaux ont entendu des exposés sur l'initiative Énergie durable pour tous; des représentants des gouvernements et les parties prenantes de chaque pays ont débattu de la situation énergétique sur le terrain, des principaux défis à relever dans ce domaine, des stratégies déjà en place et de la volonté des gouvernements et des parties prenantes à s'investir dans cette initiative. À chacune de leurs visites, les équipes de pays des Nations Unies ont rencontré la communauté nationale des donateurs, ainsi que les acteurs du secteur privé et de la société civile.

70. Après ces 10 visites, les coordonnateurs résidents ont aidé à prendre contact avec des gouvernements dans toutes les régions du monde afin d'évaluer leur intérêt à participer à l'initiative du Secrétaire général. Les coordonnateurs résidents et leurs équipes, principalement composées de fonctionnaires du PNUD, ont consulté les responsables gouvernementaux de chaque pays. À la fin du mois de juillet, 55 pays avaient rejoint l'initiative tandis que d'autres envisageaient de le faire dans les mois à venir.

71. Le réseau de coordonnateurs résidents des Nations Unies, qui est présent partout dans le monde et dispose de mécanismes établis de coordination avec les gouvernements dans tous les secteurs, joue un rôle considérable pour ce qui est d'inciter les partenaires de développement et le large éventail d'acteurs des secteurs public et privé présents dans le domaine de l'énergie à dialoguer et à agir. Conscient de la nécessité d'associer ces personnalités à l'initiative du Secrétaire général, Kandeh Yumkella, Coprésident du Groupe de haut niveau, a présenté des plans à cet effet lors d'une réunion mondiale des coordonnateurs résidents, tenue à New York en juillet 2011. Faisant suite à cette réunion, il a adressé en février 2012 avec l'Administrateur du PNUD une lettre à tous les coordonnateurs résidents, leur demandant leur soutien en vue de convaincre les partenaires nationaux et locaux, y compris le secteur privé et la société civile, de prendre des engagements.

72. Les activités de communication à l'échelle nationale ont eu pour principal objectif de mettre en place des partenariats pour agir. Le niveau d'ambition de l'initiative Énergie durable pour tous permet à chacune des parties prenantes d'apporter des contributions proportionnelles à leurs ressources et relevant de leur domaine d'activité. Au sein des gouvernements, la participation des ministres de l'énergie ne suffit pas : la question des services énergétiques couvre des domaines variés et c'est pourquoi d'autres ministères – planification économique, santé, industrie et agriculture, pour n'en nommer que quelques-uns – doivent également prendre part activement à l'initiative. La mobilisation du secteur privé s'impose également pour pouvoir accroître la portée des mesures et le niveau des investissements. En raison de l'ampleur des mesures requises, la participation des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales est tout aussi importante.

73. La réussite de l'initiative Énergie durable pour tous dans les pays en développement dépendra de trois facteurs : une ferme volonté politique d'agir de la part des gouvernements, un soutien solide de la part de la communauté internationale et des partenariats forts et actifs avec les entreprises et la société civile.

74. Les gouvernements ont ainsi dû envoyer une lettre officielle de participation à l'initiative. Un partenariat a vu le jour au sein de la communauté internationale entre la Commission européenne, la Banque mondiale, les organismes des Nations Unies et les trois banques régionales de développement, à savoir les Banques interaméricaine, asiatique et africaine de développement. De nombreuses autres seront appelées à participer, y compris d'autres programmes bilatéraux, des institutions régionales, telles que le NEPAD de l'Union africaine et les commissions régionales des Nations Unies, les grandes organisations non gouvernementales et les multinationales, notamment celles qui sont représentées dans le Groupe de haut niveau.

75. Un processus pays efficace tirera parti des ressources et des programmes sur le terrain en mesurant les avantages comparés des différents acteurs internationaux pour ce qui est de mener et de coordonner les débats dans les pays. En effet, ce sont parfois les donateurs bilatéraux qui sont les mieux placés pour faire avancer les débats, tandis que d'autres fois, les banques régionales de développement seront les acteurs clefs.

C. Information aux entreprises

76. L'équipe de l'Énergie durable pour tous a entrepris des activités nombreuses et variées dans le but d'informer le secteur privé. L'objectif de cette campagne était de sensibiliser les entreprises à l'initiative, de leur demander des conseils sur la marche à suivre pour faire avancer la réalisation des objectifs à atteindre pour 2030, de les inciter à participer en prenant des mesures efficaces et de les encourager à prendre des engagements. Les entreprises ont apprécié la plateforme fournie par l'initiative, qui leur confère une certaine visibilité et, en jouant un rôle d'intermédiaire, facilite le dialogue politique avec les gouvernements, qui est fondamental pour réaliser les trois objectifs.

77. La campagne d'information auprès du secteur privé a pris deux grandes formes : le dialogue direct et la sensibilisation à l'occasion de diverses manifestations.

1. Dialogue direct

Membres du Groupe de haut niveau

78. L'équipe chargée des partenariats a tenu des consultations individuelles et collectives avec les membres du Groupe de haut niveau appartenant au secteur privé pour étudier les possibilités d'engagements individuels et de partenariats collaboratifs. Elle a aussi fourni aux entreprises membres des supports à utiliser pour sensibiliser leurs homologues à l'initiative Énergie durable pour tous.

Groupe de travail sur les entreprises

79. Le Pacte mondial des Nations Unies, avec la participation gracieuse d'Accenture, a dialogué avec plus de 70 entreprises dans le cadre de groupes de discussion qui ont couvert 19 secteurs d'activité. Chaque groupe a fait entre un et cinq webinaires ou conférences téléphoniques. De nombreuses consultations individuelles ont aussi été menées dans le cadre de ce dialogue. Les entreprises ont été invitées à apporter des contributions concernant :

a) Les mesures prioritaires à prendre par les entreprises pour soutenir l'initiative Énergie durable pour tous;

b) Des études de projets innovants ayant donné de bons résultats dans le domaine de l'accès à l'énergie, du rendement énergétique et des énergies renouvelables;

c) Les vues des entreprises sur les obstacles et les difficultés qui entravent l'élaboration des politiques et les financements.

80. Surtout, les groupes de réflexion ont étudié les différentes mesures que pourraient prendre les entreprises pour agir et faire progresser la réalisation des objectifs de l'énergie durable pour tous. Leurs conclusions, de même que les résultats des entretiens effectués sur une période de 10 mois par le Pacte mondial des Nations Unies et Accenture, feront l'objet d'une série de 20 rapports, dont le premier, intitulé « Sustainable energy for all: the business opportunity », a été présenté au Forum sur le développement durable des entreprises tenu à Rio de Janeiro (Brésil) le 16 juin 2012.

Associations professionnelles

81. L'équipe des partenariats a organisé des réunions et des conférences téléphoniques avec plus de 30 associations professionnelles internationales, a dialogué avec les entreprises membres du Pacte mondial, directement et par l'intermédiaire des coordonnateurs de réseaux locaux, et a collaboré avec le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable pour distribuer des supports d'informations aux entreprises membres et pour susciter des engagements.

Entreprises indépendantes

82. L'équipe des partenariats a organisé des réunions et conférences téléphoniques avec plus de 250 entreprises indépendantes implantées dans des pays aussi bien développés qu'en développement.

2. Sensibilisation à l'occasion de manifestations

83. Les nombreuses conférences et manifestations ont été l'occasion pour les conseillers spéciaux du Groupe de haut niveau – Aimée Christensen, Sujeesh Krishnan et Knut Aanstad – de parler aux entreprises de la question de l'énergie durable pour tous. On rappellera notamment :

a) Le Forum du secteur privé parrainé par l'ONU sur l'énergie durable pour tous organisé par le Pacte mondial à New York le 20 septembre 2011 et animé par Kandeh Yumkella. Quatre cents personnes étaient présentes. La Vice-Secrétaire générale, Asha-Rose Migiros, a prononcé une allocution au nom du Secrétaire général;

b) La réunion sur les solutions des entreprises dans le domaine de l'énergie durable (« Business solutions for sustainable energy for all: corporate leadership in addressing energy challenges in India ») organisée à New Delhi le 1^{er} février 2012 par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et l'Energy and Resources Institute-Conseil des entreprises pour un développement durable pour 50 participants. Aimée Christensen a expliqué les avantages de la participation à l'initiative Énergie durable pour tous;

c) La réunion sur l'activité économique respectueuse des biens mondiaux (« Doing business while protecting the global commons ») tenue dans le cadre du Sommet mondial des PDG avant le Sommet de Delhi sur le développement durable organisée à New Delhi le 1^{er} février 2012 par l'Energy and Resources Institute et qui a regroupé 300 participants. Aimée Christensen a présenté le point de vue des entreprises sur la Conférence des Nations Unies sur le développement durable;

d) Un débat de haut niveau sur l'énergie durable pour tous organisé par l'Energy and Resources Institute et la Fondation pour les Nations Unies et qui a réuni 300 participants dans le cadre du Sommet mondial des PDG. Kandeh Yumkella a coanimé un débat auquel ont participé Peter Bakker du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et David Sandalow, représentant Steven Chu, Secrétaire d'État américain à l'énergie;

e) Une réunion du Groupe de travail sur l'énergie et le climat du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable tenue à Londres le 24 février 2012 et à laquelle 20 personnes ont participé. Sujeesh Krishnan a présenté les initiatives et les plans pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et au-delà;

f) Les consultations informelles tenues à New York du 19 au 21 mars pendant le Bloomberg New Energy Finance Summit, avec plus de 60 participants. De nombreuses entreprises se sont regroupées en petits comités pour examiner certaines mesures à fort impact comme l'efficacité des appareils électriques et les solutions propres pour la cuisson des aliments. Étaient présents Charles Holliday le Coprésident du Groupe de haut niveau, Christine Eibs Singer et Michael Liebreich, membres du Groupe de haut niveau, ainsi que Richenda Van Leeuwen de la Fondation pour les Nations Unies et Steve Lennon d'Eskom;

g) Le Forum mondial sur l'efficacité énergétique organisé à Orlando (Floride) le 28 mars 2012 par Alliance to Save Energy et Southeast Energy Efficiency Alliance et qui a réuni plus de 300 représentants de grandes compagnies internationales d'efficacité énergétique. Kandeh Yumkella ainsi que Vijay Iyer de la Banque mondiale et Carlos Pascual du Département d'État américain ont expliqué comment l'initiative Énergie durable pour tous pouvait mobiliser les investissements pour l'efficacité énergétique dans le monde;

h) Une réunion d'information sur l'énergie durable pour tous, à l'intention du secteur privé (60 participants), organisée à Londres le 25 avril 2012 par le Gouvernement britannique. Des représentants du Groupe de haut niveau et du Pacte mondial, ainsi que d'autres intervenants, ont fait des exposés devant les représentants du secteur privé. Aimée Christensen a animé les débats; Christine Eibs Singer, membre du Groupe de haut niveau, Steve Lennon d'Eskom, Ingunn Kroksnes de Statoil, et Kieron Stopforth de Bloomberg New Energy Finance ont fait des interventions;

i) Une consultation avec le secteur privé organisée à Londres le 25 avril 2012 par le Ministère du développement international britannique en coopération avec le Cabinet du Secrétaire général dans le cadre de la réunion du Groupe ministériel sur l'énergie propre. La manifestation a attiré plus de 40 chefs d'entreprises européennes et britanniques. Christine Eibs Singer et Andrew Steer, membres du Groupe de haut niveau, Steve Lennon d'Eskom et Mark Fulton de la Deutsche Bank faisaient partie des intervenants;

j) Un débat sur le financement de l'accès à l'énergie (15 participants), organisé à Londres le 26 avril 2012 par la Bank of America et le Département d'État américain. Des institutions financières ont été invitées à examiner des projets de financement de l'accès à l'énergie. Le Groupe de haut niveau était représenté par Carlos Pascual du Département d'État américain, Matt Hale de la Bank of America-Merrill Lynch, Reid Detchon et Richenda Van Leeuwen de la Fondation pour les Nations Unies et Jerry Stokes de Suntech;

k) Un déjeuner-débat sur les partenariats pour l'énergie durable organisé à New York le 17 mai par le Conseil des entreprises pour les Nations Unies, avec 60 convives dont Timothy Wirth, membre du Groupe de haut niveau, le Sous-Secrétaire général Robert Orr et Sujeesh Krishnan;

l) La conférence sur l'énergie propre en Alaska organisée à Anchorage (Alaska) le 20 mai par le projet Renewable Energy Alaska. Elle a réuni 200 participants, dont Knut Aanstad;

m) Un déjeuner de la Fédération internationale des fabricants de câbles organisé à New York le 23 mai pour 15 participants, dont Sujeesh Krishnan.

84. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio de Janeiro du 15 au 22 juin 2012, la participation des entreprises a pris les formes ci-après :

a) Le Forum sur le développement durable des entreprises Rio +20 (15 au 18 juin) organisé par le Pacte mondial; il a réuni quelque 3 000 participants venus de 62 pays. L'énergie durable pour tous a été l'un des thèmes des séances plénières et de plusieurs ateliers, dont un sur les mesures à fort impact qui a réuni environ 150 personnes;

b) La Journée de l'énergie organisée le 19 juin par l'initiative Énergie durable pour tous et ONU-Énergie. Elle a donné lieu à des tables rondes sur le financement, les nouveaux modèles d'activité économique et les stratégies sectorielles;

c) La réunion de haut niveau sur l'énergie durable pour tous organisée par le Cabinet du Secrétaire général (300 participants). Des engagements ont été pris pour accélérer et intensifier les initiatives en faveur de l'énergie durable pour tous. Étaient présents Charles Holliday et Kandeh Yumkella, Coprésidents du Groupe de haut niveau, Helen Clark, Andris Piebalgs, Brian Dames et Adnan Amin, membres du Groupe, ainsi que Leena Srivastava de l'Energy and Resources Institute et Carlos Pascual du Département d'État américain.

85. La Green Growth Action Alliance, coalition d'acteurs des secteurs privé et public et d'organisations à but non lucratif œuvrant pour la promotion du programme de croissance verte du Groupe des Vingt, a tenu une réunion à Washington le 16 juillet 2012. Cinquante personnes étaient présentes, dont Christine

Eibs Singer, membre du Groupe de haut niveau, Aimée Christensen, et Reid Detchon de la Fondation pour les Nations Unies.

D. Mobilisation de la société civile

86. La Fondation pour les Nations Unies, le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales et le Cabinet du Secrétaire général ont organisé conjointement des activités de sensibilisation à l'énergie durable pour tous en direction de la société civile. Durant le premier semestre de 2012, il y a eu trois réunions et trois conférences téléphoniques entre les membres du Groupe de haut niveau et 90 organisations de la société civile. On trouvera des récapitulatifs détaillés de ces interactions à l'adresse www.un-ngls.org/se4all.

87. À Rio de Janeiro, le Coprésident du Groupe de haut niveau, Kandeh Yumkella, a demandé à Sanjit Roy et Julia Marton-Lefèvre, membres du Groupe, ainsi qu'à Richenda Van Leeuwen de la Fondation pour les Nations Unies et Simon Trace de Practical Action, de donner des informations supplémentaires sur la mobilisation de la société civile en faveur de l'initiative. Cette démarche faisait suite aux demandes de certaines organisations de la société civile qui souhaitaient être plus présentes dans l'initiative afin d'asseoir plus solidement leur action au service de la réalisation de ses objectifs. En juillet, le Groupe a présenté un plan formulant des recommandations initiales afin que la participation de la société civile complète, élargisse et renforce le programme d'action et la réalisation des objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous. Ce plan sera largement diffusé aux organisations de la société civile pour examen et observations.

88. Dans le cadre de leur partenariat, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'organisation non gouvernementale Practical Action ont organisé six manifestations en 2012 pour lancer le rapport intitulé « Poor people's energy outlook 2012 » à l'appui de l'initiative Énergie durable pour tous, afin de mieux faire connaître la pauvreté énergétique, plaider la prise en compte de l'accès à l'énergie dans la réduction de la pauvreté et encourager les activités de suivi. À ce jour, quatre manifestations ont été organisées, au Zimbabwe, au Soudan, au Kenya et au Bangladesh. Deux autres sont prévues au Népal et au Pérou pour août 2012. Ces événements ont réuni des représentants des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et des partenaires de développement, et ils ont mobilisé l'opinion publique par le biais des médias.

89. Outre les grandes manifestations indiquées ci-dessus, d'autres occasions importantes ont permis de mobiliser la participation de la société civile, notamment :

- La réunion d'InterSolar North America sur l'énergie durable pour tous qui a eu lieu à San Francisco (Californie) du 11 au 14 juillet 2011; Richenda Van Leeuwen a fait une déclaration;
- La conférence du Gouvernement norvégien et de l'Agence internationale de l'énergie sur le financement de l'accès des pauvres à l'énergie pour tous tenue à Oslo le 10 octobre 2011; le Secrétaire général a fait une déclaration liminaire;
- Le débat sur le rôle de l'ONU dans la promotion de la prospérité et du développement organisé à Washington le 26 octobre 2011 par le Centre

- d'études stratégiques internationales et la Fondation pour les Nations Unies; 150 participants étaient présents et Kandeh Yumkella a fait une déclaration;
- La table ronde sur l'énergie durable pour tous organisée à Washington le 29 novembre 2011 par Interaction et la Fondation pour les Nations Unies; Richenda Van Leeuwen a fait une déclaration;
 - L'atelier sur la lutte contre la pauvreté énergétique organisé à Durban (Afrique du Sud) le 5 décembre 2011 par la Fondation pour les Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour l'environnement; Reid Detchon de la Fondation pour les Nations Unies a fait une déclaration;
 - La manifestation parallèle sur l'accès à l'énergie organisée à Durban (Afrique du Sud) le 8 décembre 2011 par la Fondation pour les Nations Unies, tenue en marge de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, animée par Richenda Van Leeuwen;
 - Le sommet des investisseurs institutionnels sur les risques climatiques et les solutions énergétiques organisé au Siège de l'ONU, à New York, le 12 janvier 2012 par Ceres, la Fondation pour les Nations Unies et le Bureau des Nations Unies pour les partenariats; 500 personnes étaient présentes; le Coprésident du Groupe de haut niveau, Charles Holliday, les membres Timothy Wirth et Andrew Steer et le Sous-Secrétaire général, Robert Orr, ont fait des déclarations;
 - La réunion sur l'aspect novateur ou non de la Conférence sur le développement durable (« Rio +20: A new agenda for sustainability – or more of the same? ») organisée à Washington le 22 février 2012 par le Woodrow Wilson Center; Reid Detchon a fait une déclaration;
 - Une table ronde sur l'énergie et la gouvernance en matière de changement climatique organisée à Washington le 28 février 2012 par l'Organisation des États américains; Reid Detchon a fait une déclaration;
 - La réunion sur la fourniture de services énergétiques durables pour tous (« Delivering sustainable energy for all: opportunities at Rio +20 ») organisée à Washington le 20 avril 2012 par le Center for Global Development, avec 200 participants. Le Secrétaire général et Timothy Wirth, membre du Groupe de haut niveau, Vijay Iyer de la Banque mondiale et Carlos Pascual du Département d'État américain ont fait des déclarations;
 - Les consultations avec la société civile dans le cadre de la réunion du Groupe ministériel sur l'énergie propre organisées à Londres le 25 avril 2012 par les associations Practical Action, ONE Campaign et Christian Aid, en coopération avec le Cabinet du Secrétaire général. Y ont participé 31 organisations de la société civile et universités; Helen Clark, Andrew Steer et Sanjit Roy, membres du Groupe de haut niveau, ont fait des déclarations, ainsi que Susan McDade, Daniel Kammen et Nebojsa Nakicenovic, membres du Groupe technique.

E. États Membres et mécanismes des Nations Unies

90. Par sa résolution 65/151, l'Assemblée générale a proclamé 2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous afin d'affirmer la nécessité de relever

d'urgence les défis énergétiques ainsi que le rôle central de l'énergie en matière de développement durable. Entre autres dispositions, l'Assemblée a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organismes compétents des Nations Unies et avec ONU-Énergie, d'organiser et de coordonner les activités à entreprendre durant l'Année.

91. Le Secrétaire général a lancé son initiative Énergie durable pour tous à l'Assemblée générale de septembre 2011 pour amener toutes les parties prenantes à se mobiliser en vue d'atteindre d'ici à 2030 trois objectifs intimement liés : l'accès universel aux services énergétiques modernes; le doublement du taux d'amélioration de l'efficacité énergétique; le doublement de la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial. Le Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous a ensuite été créé pour coordonner les travaux d'élaboration d'un programme d'action sur la base duquel les différents acteurs pourraient s'engager concrètement en faveur des trois objectifs. Le Groupe de haut niveau et la déclaration de principes du Secrétaire général (A/66/645) ont été présentés aux États Membres et au public lors d'une réunion au Siège de l'ONU le 1^{er} novembre 2011. Dans sa résolution 66/206, adoptée le 22 décembre 2011, l'Assemblée générale a pris note de l'initiative Énergie durable pour tous.

92. En janvier 2012, le Groupe de haut niveau avait suffisamment progressé dans ses travaux – dont des évaluations techniques réalisées par deux groupes d'experts qui détaillent la logique de l'action à mener dans les domaines de l'énergie durable pour tous, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables – pour présenter le Cadre d'action⁴ comme base de la participation continue de toutes les parties prenantes au processus d'élaboration du programme d'action. En conséquence, le 24 février, le secrétariat de l'initiative Énergie durable pour tous à New York a tenu une réunion d'information au Siège de l'ONU à l'intention des États Membres et de la société civile, pour présenter les travaux du Groupe de haut niveau et distribuer le texte du cadre d'action. Pendant la réunion, les États Membres ont été vivement encouragés à collaborer avec l'initiative par le dialogue ouvert et transparent. Par la suite, de nombreux États Membres ainsi que des groupes d'États ont répondu à cette invitation en s'associant à l'initiative par l'entremise du secrétariat. Dans les mois qui ont suivi, le secrétariat a conduit des séances d'information et des réunions avec la majorité des États Membres et des groupes d'États.

93. Le lancement du Programme d'action mondial (A/67/175) en avril 2012 a été une autre occasion importante de mobiliser les États Membres. Le Secrétaire général et d'autres hauts responsables de l'ONU ont participé à plusieurs reprises aux réunions mensuelles informelles des Amis de l'initiative Énergie durable pour tous, groupe de plus de 24 représentants permanents créé par les missions danoise et norvégienne auprès de l'Organisation des Nations Unies. La mobilisation des États Membres s'est également faite au niveau national, par le biais du système des coordonnateurs résidents, et dans le cadre des nombreuses réunions de lancement et autres manifestations sur l'énergie indiquées plus haut. En outre, un bulletin d'information a été largement diffusé auprès des missions et délégations intéressées.

94. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en juin 2012, le secrétariat a organisé de nombreux événements parallèles de haut niveau pour faire connaître les travaux du Groupe de haut niveau, créer un espace de

⁴ Disponible à l'adresse www.un.org/wcm/content/site/sustainableenergyforall/home/documents.

collaboration entre les membres du Groupe et les États Membres et montrer l'importance de la question. Dans le document final de la Conférence intitulé « L'avenir que nous voulons », les États Membres ont déclaré que l'énergie jouait un rôle capital dans le développement et reconnu qu'il importait de « faire une utilisation plus rationnelle de l'énergie et d'accroître la part des énergies renouvelables, des technologies moins polluantes et des techniques à haut rendement énergétique, pour parvenir au développement durable, y compris pour lutter contre les changements climatiques » (résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, par. 125 et 128). Prenant note de l'initiative lancée par le Secrétaire général en faveur de l'énergie durable pour tous, les États Membres se sont dits « résolus à agir pour faire de l'énergie durable pour tous une réalité et, ce faisant, pour aider à éliminer la pauvreté et parvenir au développement durable et à la prospérité mondiale » (par. 129). L'Assemblée générale a officiellement adopté le document final dans sa résolution 66/288 du 27 juillet.

F. Réseau de praticiens dans le domaine de l'accès à l'énergie

95. Satisfaire les besoins en électricité de 800 millions de personnes n'ayant pas accès aux services de distribution classiques est un immense défi. À ce jour, l'accès à l'énergie dans les zones non électrifiées repose essentiellement sur un réseau de praticiens, notamment de petites entreprises, entreprises sociales et organisations non gouvernementales, se battant seules ou avec un soutien minime pour produire de l'énergie dans les conditions les plus difficiles.

96. Nombre de ces entreprises s'emploient avec diligence depuis 20 ans à réduire les obstacles et à dynamiser le marché, mais la tâche n'est pas facile. Elles se heurtent à des myriades d'obstacles : des conditions peu favorables; des financements insuffisants pour les clients, les biens et les exploitations; et des ressources insuffisantes pour faire des innovations et renforcer les capacités au service des pauvres.

97. Aujourd'hui, les industriels établis sont bien placés pour étendre leur offre de services énergétiques. En outre, de nouveaux venus apparaissent sur le marché, nombre d'entre eux bénéficiant de l'œuvre pionnière et de l'expérience de leurs prédécesseurs. Ces praticiens apportent de nouvelles solutions, de nouveaux produits et services sur le marché, en tirant parti de l'évolution des technologies, des mécanismes de financement et de modèles d'activité adaptables aux pauvres; ils affichent déjà d'excellents résultats sur le terrain.

98. À l'issue de deux ans de consultations approfondies menées avec ces prestataires de services énergétiques, la Fondation pour les Nations Unies a créé en 2011 un réseau de praticiens dans le domaine de l'accès à l'énergie, au titre de l'initiative Énergie durable pour tous, chargé de la partie électrification de la réalisation de l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030, en mettant l'accent sur la contribution potentielle des mini et microréseaux et des solutions décentralisées et sur la question de la fragmentation des marchés du secteur. La première année, le réseau de praticiens a comptabilisé plus de 500 membres dans plus de 100 pays, dont 220 organisations de la société civile, 40 entreprises sociales et 140 petites entreprises et autres entités du secteur privé. Ensemble, elles fournissent des services énergétiques à bien plus de 11 millions de ménages par an. Le réseau de praticiens n'a pas pour vocation de reproduire ce qui est déjà fait par d'autres dans

ce domaine mais de servir de « réseau de réseaux » et de plateforme d'action intégrée. L'initiative s'inscrit dans le droit fil de l'Alliance mondiale pour des cuisinières propres, dont le but est d'encourager d'ici à 2020 l'adoption de cuisinières et de combustibles propres dans 100 millions de ménages.

99. À partir des contributions de ses six groupes de travail, le réseau de praticiens a établi et remis à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable un rapport sur la réalisation de l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030 intitulé « Achieving universal energy access by 2030 ». Faisant fond sur l'expérience des praticiens qui fournissent directement des services énergétiques et des collectivités avec lesquelles ils travaillent, le rapport met l'accent sur l'aide à leur apporter pour que leurs opérations atteignent une masse critique suffisante pour s'attaquer aux problèmes d'accès énergétique des pays en développement.

100. Le rapport dégage cinq priorités : comprendre le marché, améliorer l'environnement et le cadre réglementaire, faciliter les financements, faire progresser les mini et microréseaux et améliorer les normes et essais. Il renseignera les gouvernements, les investisseurs, le secteur privé, les organisations de la société civile, les entreprises sociales, le système des Nations Unies et les décideurs sur les changements de politiques et les modèles d'activité économique innovants qu'il faudra mettre en place pour mobiliser le secteur et fournir de l'énergie aux communautés les plus pauvres, qui sont les plus durement touchées par l'absence de services énergétiques de qualité, fiables et abordables.

101. Les membres ont indiqué que le premier avantage du réseau de praticiens était le travail en réseau et l'échange d'informations, le second étant les possibilités de partenariat. Environ 82 % des personnes interrogées ont répondu qu'elles étaient satisfaites ou très satisfaites des résultats du réseau à ce jour, confirmant ainsi l'utilité de ce dispositif dans le domaine de l'accès à l'énergie.

IV. Communications

A. Aperçu général des activités

102. Les activités de communications menées par le Cabinet du Secrétaire général et la Fondation pour les Nations Unies, avec le concours de la société de relations publiques mondiales Weber Shandwick, ont permis de sensibiliser l'opinion mondiale à l'initiative « Énergie durable pour tous », d'obtenir l'appui politique des États Membres et de susciter des engagements de la part des principales parties prenantes.

103. Au début de l'année, une pochette de supports de promotion et de communications de conception professionnelle a été produite et distribuée à tous les membres du Groupe de haut niveau. Ces supports, qui mettent en lumière les avantages découlant de la réalisation des trois objectifs de l'initiative, ont été mis à disposition lors des séances de lancement de l'initiative au niveau régional, de grandes manifestations portant sur l'énergie et de rencontres organisées par les Nations Unies, notamment la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, pour laquelle ils ont été mis à jour et dans certains cas traduits en portugais. Il s'agissait notamment de fiches d'information sur l'initiative et chacun de ses trois objectifs, ainsi que d'infographies, d'une brochure d'engagement, de la biographie

des membres du Groupe de haut niveau, d'un bulletin d'information mensuel en ligne et d'un aperçu des possibilités d'action à fort impact.

104. Lancé en avril, le site Web de l'initiative (www.sustainableenergyforall.org) a été mis à jour pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable afin d'y afficher les engagements pris à ce jour et une pléthore de ressources concernant l'initiative. Il a fallu notamment, en collaboration avec le Pacte mondial des Nations Unies et Global Hand, incorporer dans le site Web de l'initiative des engagements en aval enregistrés sur d'autres sites d'engagement volontaire des Nations Unies. Des outils pour médias sociaux, notamment Twitter, Facebook et YouTube, ont été également utilisés et mis à disposition sur le site.

105. Les entrevues directes et la publication de libres opinions étaient un autre important outil de sensibilisation. En janvier 2012, le Secrétaire général a publié dans *The New York Times* et l'*International Herald Tribune* une importante libre opinion sur l'énergie durable pour tous. En outre, les Coprésidents du Groupe de haut niveau ont fait publier des libres opinions dans divers organes de presse du monde entier, notamment *European Voice* (Bruxelles), *O Globo* (Brésil), *Mail and Guardian* (Afrique du Sud), *Maerkische Oderzeitung* (Allemagne), *Mint* (Inde), AOL Energy et Devex, et par l'intermédiaire de Project Syndicate et all.Africa.com. Un article rédigé par un membre du Groupe, Carlos Ghosn, Président de l'Alliance Renault-Nissan, est paru dans *Forbes*. Comme autres libres opinions sur l'énergie durable pour tous, on peut citer un article rédigé par les responsables de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), du PNUD et du PNUE pour marquer le lancement de l'initiative en Afrique, qui a été publié dans 20 journaux d'Afrique subsaharienne, ainsi que deux articles publiés par Project Syndicate au moment où se tenait la Conférence des Nations Unies sur le développement durable : le premier, sur les avantages en matière de santé publique de l'énergie durable pour tous, corédigé par Kandeh Yumkella, Michelle Bachelet (ONU-Femmes) et Margaret Chan (OMS), et le deuxième par Kandeh Yumkella et Helge Lund (Statoil), membre du Groupe de haut niveau.

106. Par ailleurs, les Coprésidents et les membres du Groupe de haut niveau ont eu de nombreuses entrevues avec les médias au cours de l'année, notamment avec CNN, Forbes, Bloomberg, Reuters et divers journaux. Le Coprésident Kandeh Yumkella est passé à l'émission « African voices » de CNN, et il a enregistré une annonce publique sur l'énergie durable pour tous avec la vedette de la mode brésilienne Gisele Bündchen et Arnold Schwarzenegger, l'ancien Gouverneur de Californie, qui sera diffusée à l'automne 2012.

107. L'initiative a produit plusieurs vidéos qui ont été présentées sur son site Web et communiquées aux membres du Groupe de haut niveau et aux parties prenantes. Une vidéo de lancement a été présentée lors du lancement mondial à Abou Dhabi et utilisée à d'autres manifestations de l'initiative, y compris la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Des vidéos d'entrevues auxquelles ont participé les Coprésidents et de nombreux membres du Groupe de haut niveau ainsi que des membres du Groupe technique ont été produites. L'initiative a également produit des vidéos en filmant le fondateur de We Care Solar, qui est membre du Réseau de praticiens dans le domaine de l'accès à l'énergie, et un médecin africain dont la clinique a reçu la valise solaire de l'organisation. Chaque vidéo a fait l'objet d'une promotion sur les médias sociaux et le site Web de l'initiative.

108. L'énergie durable pour tous figurait en bonne place dans les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable : dans les interventions, les conférences de presse et les libres opinions du Secrétaire général; dans plusieurs manifestations parallèles sur l'énergie et la manifestation de haut niveau organisée par l'initiative; dans deux conférences de presse; dans la publicité à l'aéroport; et à la réception donnée en l'honneur du Secrétaire général et des parties ayant pris des engagements. Ont notamment participé à la conférence de presse du 19 juin Kandeh Yumkella et Carlos Ghosn, membres du Groupe de haut niveau, Leena Srivastava, membre du Groupe technique, et le Sous-Secrétaire général Robert Orr. Le 21 juin, un deuxième point de presse a vu la participation des Coprésidents Kandeh Yumkella et Charles Holliday, de Freundel Stuart, Premier Ministre de la Barbade, et d'un membre du Groupe, Timothy Wirth, de la Fondation pour les Nations Unies. Tous ces efforts ont permis une large couverture médiatique des engagements pris en faveur de l'énergie pour tous à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et après celle-ci.

109. À l'avenir, les activités menées en matière de communications dans le cadre de l'initiative s'appuieront sur le puissant élan généré à ce jour et continueront de sensibiliser les principales parties prenantes du secteur privé, de l'État et de la société civile. À mesure que les mécanismes de mise en œuvre de l'initiative évolueront, les activités en matière de communications évolueront elles aussi afin de démultiplier les capacités des principales parties prenantes et de ceux qui s'engageront. Elles viseront à appuyer les engagements, élaborer des actions à fort impact, souligner les mesures prises au niveau national et partager les expériences positives ainsi qu'à répartir des ressources pour l'échange de connaissances. Chaque fois que ce sera possible, ces activités s'efforceront de faire connaître les changements en cours sur le terrain grâce à la mobilisation de parties prenantes multiples dans le cadre de l'initiative.

110. À la fin de 2012, Année internationale de l'énergie durable pour tous, les efforts en matière de communications mettront en lumière les engagements pris au cours de l'année, y compris ceux enregistrés depuis la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

111. On trouvera ci-après un certain nombre d'exemples de la couverture médiatique de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable consacrée à l'énergie durable pour tous :

- Reuters : « United Nations chief unveils clean energy pledges, investments » (http://articles.chicagotribune.com/2012-06-21/business/sns-rt-us-un-climate-energybre85k1ri-20120621_1_clean-energy-renewable-energy-energy-projects);
- *The New York Times* : « Dot Earth Blog: Dispatches from Rio and Nepal: Knife fights over firewood » (<http://dotearth.blogs.nytimes.com/2012/06/22/dispatches-from-rio-and-nepal-knife-fights-over-firewood/>);
- *The Guardian* : « Beyond Rio, green economics can give us hope » (www.guardian.co.uk/environment/2012/jun/28/rio-green-economics-hope);
- *Financial Times* : « Rio +20 declaration lacking on pledges », 22 juin 2012;

- Bloomberg : « United Nations reaps pledges worth billions for sustainability drive » (www.bloomberg.com/news/2012-06-22/un-reaps-pledges-worth-billions-for-sustainability-drive.html);
- National Public Radio : « Rio environment meeting focuses on 'energy for all' » (www.npr.org/2012/06/19/155294726/rio-environment-meeting-focuses-on-energy-for-all);
- Ethical Corporation : « Transformative change through business-government partnerships » (www.ethicalcorp.com/environment/rio20-blog-transformative-change-through-business-government-partnerships).

112. En juin 2012, le Secrétaire général a mis l'accent sur l'énergie durable pour tous dans diverses déclarations à la presse et à l'Assemblée générale⁵. Au cours de la semaine qui a précédé la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, sa lettre intitulée « Un mouvement mondial pour le changement » (www.un.org/sg/articles/articleFull.asp?TID=129&Type=Op-Ed&h=0) a été publiée dans plusieurs publications nationales de la République de Corée. Le 24 mai, le *New York Times* a publié le point de vue du Secrétaire général sur la Conférence, dans lequel il a accordé une large place à l'énergie durable pour tous (www.nytimes.com/2012/05/24/opinion/the-future-we-want.html).

B. Résumé du retentissement médiatique

113. Les activités de mobilisation et de sensibilisation des médias en faveur de l'initiative ont été principalement liées aux grands événements publics organisés pour promouvoir l'énergie durable pour tous, notamment le lancement à l'échelle mondiale, à Abou Dabi, du Sommet mondial sur l'énergie du futur et les présentations qui ont suivi à New Delhi, Bruxelles et Nairobi ainsi que le Sommet de l'Union européenne sur l'énergie durable pour tous, la troisième réunion du Groupe ministériel sur l'énergie propre et la réunion ministérielle des petits États insulaires en développement. Ces activités se sont traduites de janvier à juin 2012 par une importante couverture médiatique à l'échelle mondiale, tant dans la presse internationale que locale, et une forte visibilité et reconnaissance dans les réseaux sociaux.

114. La sensibilisation des principaux médias s'occupant de durabilité et de développement aux États-Unis s'est traduite par plus de 25 interviews, et notamment des diffusions de programmes à Rio de Janeiro et des articles parus dans des publications allant de *Forbes* à *TreeHugger* (www.treehugger.com). Cette activité a permis à des journalistes de premier plan de mieux connaître et comprendre l'initiative et a suscité un intérêt pour l'énergie durable pour tous avant même qu'il n'y ait eu des annonces officielles et que des sociétés aient pris des engagements.

115. La couverture médiatique a également inclus des articles, éditoriaux et reportages dans de grands journaux de portée internationale, tels que le *New York Times*, le *Financial Times*, l'*International Herald Tribune* et, au Royaume-Uni, le

⁵ Voir www.un.org/News/Press/docs/2012/sgsm14336.doc.htm, www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=42297&Cr=sustainable+development&Cr1=, www.un.org/apps/news/infocus/sgspeeches/search_full.asp?statID=1583 et www.un.org/apps/news/infocus/sgspeeches/search_full.asp?statID=1588.

Guardian, des dépêches d'agences de presse comme Associated Press, Reuters, Bloomberg, Dow Jones, France-Presse et all.Africa.com, des débats sur CNN International et BBC World Service, des articles dans les principaux journaux en Inde, au Kenya et dans plusieurs pays européens et des articles ainsi que des mentions sur divers sites d'information en ligne sur l'énergie et le développement, tels que AOL Energy, Forbes.com et Devex. La distribution de communiqués de presse sur l'énergie durable pour tous à l'occasion d'événements majeurs a donné lieu à des milliers de reprises sur les sites et blogs d'information et dans les médias sociaux.

Médias sociaux

116. Dans le domaine du numérique, l'appui à l'initiative Énergie durable pour tous a consisté à établir et maintenir une présence sur les médias sociaux. En janvier 2012, un compte sur l'énergie durable pour tous a été créé sur Twitter à l'adresse @SGEnergyforAll. Des nouvelles sur l'initiative, des vidéos et des citations y ont été affichées quotidiennement à raison de trois tweets par jour au minimum. À ce jour, le compte est suivi par plus de 4 000 personnes. Sept cent vingt-trois tweets ont été écrits et 296 autres comptes Twitter sont suivis.

117. L'initiative a maintenu sur Facebook une page consacrée à l'énergie durable pour tous où figurent des bulletins d'information, des articles de fond et des engagements. La page compte actuellement plus de 12 000 réactions favorables.

118. Le 19 juin, l'évènement social Rio + a attiré plus de 600 blogueurs et près de 40 millions de membres de réseaux sociaux y ont participé. En diffusant ses débats en continu, il a permis l'échange de données et de messages pertinents sur l'énergie. Les nouvelles générations y ont participé grâce à un spectacle et concert de rock de l'orchestre Linkin Park.

V. Remerciements

119. L'initiative « Énergie durable pour tous » a été rendue possible grâce aux généreuses contributions de ses soutiens. Les principaux donateurs en faveur de l'initiative et de ses activités ont été :

- Le Gouvernement norvégien;
- Le Gouvernement danois;
- La Commission européenne;
- La Fondation pour les Nations Unies;
- Le Royaume-Uni (Ministère du développement international);
- Masdar;
- Bank of America.

120. En outre, Accenture et Statoil ont détaché de hauts dirigeants auprès du secrétariat de l'initiative et Statoil en a conçu l'emblème. Ont également fourni un soutien financier :

- La Banque africaine de développement;
- First Solar;
- La Fondation Prince Albert II de Monaco;
- Johnson Controls;
- Veolia Environnement;
- International Copper Association.

121. Nous sommes profondément reconnaissants de ce soutien.
